



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU DOUBS

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté*

Belfort, le 11 juin 2014

Unité Territoriale Nord Franche-Comté

Nos réf. : UTNFC/SPR/PE/CI 2014 – 0611A

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT



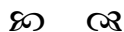
CASTMÉTAL COLOMBIER à COLOMBIER FONTAINE



Garanties Financières pour mise en sécurité du site en cas de défaillance de l'exploitant



Rapport de présentation au Conseil Départemental de
l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques



Rapport de l'inspection des Installations Classées

La DREAL Franche-Comté est certifiée ISO 9001/v2008 sur une partie de ses missions

Horaires d'ouverture : du lundi au vendredi de 9h00 à 11h45 sans rendez-vous

sur rendez-vous uniquement de 14h00 à 16h00

Tél. : 33 (0) 3 84 58 82 08 – fax : 33 (0) 3 84 58 82 07

8 rue du Peintre Heim – CS 70201 - 90004 BELFORT Cedex

www.franche-comte.developpement-durable.gouv.fr

I. GARANTIES FINANCIERES

A/ CONTEXTE REGLEMENTAIRE

La loi n° 76-663 du 16 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement avait introduit en 1993 (loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières), l'obligation visant à ce que la mise en activité, tant après l'autorisation initiale qu'après une autorisation de changement d'exploitant, des installations définies par décret en Conseil d'État présentant des risques importants de pollution ou d'accident, des carrières et des installations de stockage de déchets, soit subordonnée à la constitution de garanties financières.

Ces garanties financières sont destinées à assurer, suivant la nature des dangers ou inconvénients de chaque catégorie d'installations, la surveillance du site et le maintien en sécurité de l'installation, les interventions éventuelles en cas d'accident avant ou après la fermeture, et la remise en état après fermeture.

Ces dispositions sont codifiées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement et les décrets d'application, codifiés aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement, ne concernaient jusqu'en novembre 2011 que les carrières, les installations de stockage de déchets et les établissements dit « SEVESO ».

Le décret n° 2012-633 du 3 mai 2012 pris en application des articles L. 516-1 et 2 du code de l'environnement institue l'obligation de constituer des garanties financières pour de nouvelles catégories d'installations classées qui sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus. Cette obligation a été codifiée au 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement.

L'objectif de ces garanties financières imposées au 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement est de couvrir les frais de la mise en sécurité (et dans certaines conditions de dépollution) du site des installations visées par le dispositif, en cas de défaillance de l'exploitant ou s'il n'effectue pas les démarches prévues à l'article R. 512-39-1 en cas de cessation partielle ou totale d'activités soumises à ces garanties financières.

Les garanties financières doivent couvrir la mise en sécurité des installations soumises à garanties financières et de leurs installations connexes, et non pas du site dans son intégralité, lorsque d'autres activités sont présentes.

Afin de mettre en œuvre cette réforme, quatre arrêtés d'application ont été publiés au journal officiel. Ces arrêtés concernent :

- les modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre des mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines (arrêté « modalités GF » signé le 31 mai 2012 publié au JO du 23 mai 2012) ;
- la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement (arrêté « Liste » signé le 31 mai 2012 publié au JO du 23 mai 2012 et modifié par arrêté du 20 septembre 2013 ;
- les modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement (arrêté du 31 juillet 2012, publié au JO du 8 août 2012) ;
- les modalités de constitution de garanties financières par le biais d'un fonds de garanties privé, tel que prévu au I de l'article R. 516-2 du code de l'environnement (arrêté du 5 février 2014, publié au JO du 28 février 2014).

Pour le site qu'elle est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de COLOMBIER FONTAINE, la société CASTMÉTAL COLOMBIER est concernée au titre de la rubrique 2551-Fonderie (Fabrication de produits moulés de métaux et alliages ferreux). Elle est tenue, la capacité de production étant supérieure à 20 tonnes par jour, ses garanties financières selon l'échéancier suivant :

- 20% du montant total de la garantie avant le 1^{er} juillet 2014 ;
- 20% du montant total de la garantie chaque année pendant les 4 années suivantes ou 10% pendant les 8 années suivantes si les garanties sont contractées auprès de la caisse des dépôts et consignation.

Conformément à l'article 3 de l'arrêté « modalités GF » susmentionné, la proposition de montant des garanties financières est à adresser au Préfet au moins six mois avant la première échéance de constitution, soit pour le 31 décembre 2013 au plus tard pour la société CASTMÉTAL COLOMBIER.

L'exploitant devait par ailleurs transmettre au Préfet pour le 1^{er} juillet 2014, un document attestant de la constitution de garanties financières conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire prévu par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Le montant de la garantie financière a été transmise par la société CASTMÉTAL COLOMBIER par courrier du 20 décembre 2013 reçu le 23 décembre 2013. La proposition de calcul de la garantie financière a été transmise par courrier du 25 février 2014 reçu le 27 février 2014. Elle a été corrigée et complétée à la demande de l'inspection des Installations classées par correspondance du 27 mars 2014 reçue le 31 mars 2014, situation qui conduit à différer la date d'exigibilité de constitution de garanties financières.

B/ ANALYSE DE L'INSPECTION

Le montant des garanties financières est déterminé selon la formule suivante :

$$M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

avec :

- **Sc** : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10.
- **Me** : montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation.
- **α** : indice d'actualisation des coûts.
- **Mi** : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.
- **Mc** : montant relatif à la limitation des accès au site comprenant la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les cinquante mètres.
- **Ms** : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement couvrant la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts des analyses de la qualité des eaux la nappe au droit du site ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.
- **Mg** : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.

Pour son site de COLOMBIER FONTAINE la société CASTMÉTAL COLOMBIER, arrive aux montants suivants :

- Me = 21703 € étant précisé que ce montant tient compte des principaux déchets liés à l'activité soumise à garanties financières.
- Mi = 0 €, car le site ne dispose pas de cuve enterrée ;
- Mc = 23 755 €, car l'ensemble du périmètre du site n'est pas entièrement clôturé et des panneaux de limitation aux accès doivent être prévus;
- Ms = 30870 €, car le coût du diagnostic de sol a été calculé sur la base de la formule forfaitaire ne dépendant que de la surface (environ 1,57 ha)
- Mg = 14772 €, basé sur le coût d'un gardiennage permanent pendant 6 mois.

L'indice d'actualisation des coûts a été établi sur la base des données suivantes :

- Index_R : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence, soit 705,6 (indice de janvier 2014 publié au JO du 2 mai 2014)
- Index₀ : indice TP01 de janvier 2011, soit 667,7
- TVA_R : 20% (taux de TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières)
- TVA₀ : taux de la TVA applicable en janvier 2011, soit 19,6%.

Après prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier ($Sc = 1,10$) et de l'indice d'actualisation ($\alpha = 1,06029$), le coût total des garanties financières à constituer est estimé par l'exploitant à 104 812 euros TTC.

Au regard de ces éléments, l'inspection des installations classées considère que le montant global des garanties financières apparaît cohérent en ordre de grandeur avec les enjeux des installations du site. Il est rappelé que le détail des calculs relève de la responsabilité de l'exploitant et pourra faire l'objet de contrôles ultérieurs.

Par ailleurs, toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité, mais aussi la survenue d'une pollution nécessitant une gestion des sols et/ou des eaux souterraines soumises à garanties financières, nécessitera une révision du montant de référence des garanties financières.

Sur la base des précédentes conclusions, et conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières, l'inspection des installations classées propose donc de prendre un arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières à constituer par l'exploitant.

Un projet d'arrêté préfectoral est proposé en ce sens en annexe du présent rapport.

II. MODIFICATIONS DE LA NOMENCLATURE DES ICPE

Les installations exploitées par la société CASTMÉTAL COLOMBIER sont réglementées par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire 2009/DDD/5B/ n° 2009 1102 00414 du 11 février 2009 pris en application de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 susvisé et notamment son chapitre 8.4 « règles particulières applicables à l'installation de stockage de déchets industriels inertes ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2010-2206-02315 du 22 juin 2010 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2012-067-0003 du 7 mars 2012 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013-025-0011 du 25 janvier 2013 ;

Suite à la parution du décret n° 2013-374 du 2 mai 2013 portant transposition des dispositions générales et du chapitre II de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) et à la parution du décret n° 2013-375 créant notamment les rubriques 3000, l'exploitant a transmis à la DREAL par correspondance du 29 octobre 2013, reçue le 31 octobre 2013, sa proposition de rubrique 3000 « Principale » ainsi que le document auquel il convient de faire référence pour les meilleurs techniques disponibles de la rubrique principale.

Selon l'exploitant, la rubrique principale de l'exploitation de son établissement de COLOMBIER FONTAINE est la rubrique 3240 (Exploitation de fonderies de métaux ferreux d'une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour) pour une capacité de production journalière de 60 tonnes. Le BREF applicable à l'installation est celui concernant « *les Forges et fonderies* » datant de mai 2005 – code SF.

La proposition de classement sous la rubrique n° 3240 n'appelant pas d'observations défavorables de la part de l'inspection des Installations Classées, elle est intégrée au projet d'arrêté complémentaire ci-joint (Cf article 2 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint).

III. PROPOSITIONS ET CONCLUSIONS

L'inspection des installations classées propose de fixer le montant des garanties financières à constituer, et d'actualiser le classement du site, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.

Conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement, cet arrêté complémentaire joint au présent rapport, requiert l'avis du Comité Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

Le rédacteur	Le vérificateur	L'approbateur
Belfort, le 11 juin 2014	Belfort, le 11 juin 2014	Belfort, le 11 juin 2014
<i>Signé</i>	<i>Signé</i>	<i>Signé</i>
Inspecteur de l'Environnement	Inspecteur de l'Environnement	Chef de l'Unité Territoriale Nord Franche-Comté